



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

IBPT – Tour Astro – Avenue de l'Astronomie 14 bte 21 - 1210 Bruxelles Tél. 02 226 88 88 Fax : 02 226 88 77

**DECISION DU CONSEIL
DU 22/12/2005
CONCERNANT DES AMENDEMENTS
A L'OFFRE BRUO 2006**

Inleiding

Dit document bevat een aantal beslissingen inzake BRUO 2006 die het Instituut neemt op grond van artikel 4.2 van de Verordening 2887/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2000 inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet.

Daarnaast worden een aantal materiële fouten in het besluit van de Raad van het BIPT van 9 november 2005 betreffende het referentieaanbod van Belgacom voor ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk inzake BRUO 2006 verbeterd alsook enige verduidelijkingen verstrekt.

Onderhavig document dient derhalve beschouwd te worden als een aanvulling op het besluit van de Raad van het BIPT van 9 november 2005 betreffende het referentieaanbod van Belgacom voor ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk inzake BRUO 2006.

De onderdelen van BRUO 2006 die het voorwerp konden zijn van een nieuwe beslissing van het Instituut werden aan de markt ter consultatie voorgelegd, dit overeenkomstig artikel 19 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector. Het consultatiedocument werd gepubliceerd op 19 december 2005. Binnen de termijn, die afliep op 21 december 2005 werd gereageerd door de volgende marktdeelnemers :

Belgacom
Scarlet
Mobistar
Colt.

Alignement sur la décision BROBA

- 1) Commentaire 54 : Lors de la consultation BROBA, il est apparu un risque de mauvaise interprétation de la modification de texte demandée pour le « Circuit ID » qui n'était pas apparu lors de la consultation BRUO, en conséquence le texte a été adapté dans la décision concernant BROBA. Etant donné que cet identifiant est commun aux deux offres, il est évident que le texte correspondant de BRUO doit être adapté de la même manière. Le commentaire 54 de BRUO doit donc être modifié à l'identique du commentaire 41 de BROBA, c'est-à-dire : *In punt 4 het begin als volgt vervangen : "The service provider, be it Belgacom or the Beneficiary, will communicate for all services without Belgacom PSTN/ISDN services (...)"*
- 2) Section 11.3 : Lors de la consultation BROBA, il est apparu que la facturation au Bénéficiaire de conversion fee n'était pas logique car lié à la fin d'une relation contractuelle entre le end-user et Belgacom (section 7.2.2 de la décision BROBA) : .

"Het BIPT aanvaardt geen conversion fee : het afsluiten door Belgacom van een klant die een contract had bij Belgacom, behoort tot de contractuele relatie tussen die klant en Belgacom. Er is geen reden om de kost daarvan aan te rekenen aan een Begunstigde, ook al zegt de betreffende klant zijn contract met Belgacom op om naar een Begunstigde over te stappen. Er is technisch en operationeel gezien trouwens geen enkel verschil tussen het afkoppelen van een klant omdat deze zijn dienst of diensten opzegt zonder meer – en in welk geval er uiteraard niets

aan een derde wordt doorgerekend - , of van een klant die zijn dienst of diensten opzegt om over te stappen naar een Begunstigde”

Le même raisonnement est applicable au conversion fee demandé à l'Art 22 de l'annexe K de BRUO de Shared pair vers Raw Copper + qui est la contrepartie BRUO, ce conversion fee ne peut donc être mis à charge du Bénéficiaire.

Il doit donc être ajouté au tableau de la section 11.3 que la conversion Shared Pair vers raw Copper + est free of charge avec ou sans la portabilité du numéro.

En réponse à la consultation, Belgacom conteste cette motivation, estimant les coûts uniquement dus aux offres BRUO et BROBA, non liés à la clôture du compte retail voice et, que dans le cas de la portabilité des numéros, il existe des processus différents.

L'Institut ne partage pas cette interprétation :

- L'analyse ne doit pas se faire en comparaison avec l'absence d'offre de référence mais en comparaison avec une offre équivalente retail, et ceci même si Belgacom ne souhaite pas offrir cette offre retail
- Hieraan kan het volgende worden toegevoegd: indien een eindgebruiker van Belgacom een abonnement heeft voor spraaktelefonie en voor xDSL, en indien Belgacom zou toelaten dat deze eindgebruiker zijn spraaktelefonieabonnement kan opzeggen én tegelijk zijn xDSL-abonnement behouden, zouden in dergelijk geval de kosten voor Belgacom voor het behoud van de loutere xDSL-verbinding dezelfde zijn als wat Belgacom mag aanrekenen aan de Begunstigde, zonder conversion fee
- Le fait que les OSS liés à BRUO et BROBA soient distincts de ceux du service retail ne signifie pas qu'il n'y aurait pas de frais similaires dans les OSS retail ; si c'était malgré tout le cas, cela voudrait dire que Belgacom met en place des systèmes moins efficaces pour son service wholesale que pour son service retail
- Les processus sous-jacents sont inutiles pour le maintien en opération du service ADSL, ce sont donc des processus administratifs nécessités par la clôture du service voix.
- La portabilité de numéros change le trigger du processus mais pas son déroulement ; au lieu de recevoir une annulation de la part du client final, Belgacom la reçoit sous forme d'une demande de portabilité ; pour la non-discrimination, il ne peut y avoir de différence selon l'origine de la demande de clôture du service voix.

Correction d'erreurs matérielles

- 3) Commentaire 31 : Belgacom estime le délai d'un jour pour communiquer copie de l'accord à l'IBPT trop court, il est accepté de l'allonger à 5 jours ouvrables.
- 4) Commentaire 33 : L'objectif de l'Institut est que le Bénéficiaire puisse disposer – en cas de modification des caractéristiques de la ligne fournie – d'un justificatif lui permettant de juger si les modifications apportées sont techniquement justifiées ou sont discriminatoires. Belgacom signale que dans la plupart des cas, ces modifications sont la conséquence du diagnostic en cours de réparation et ne peuvent donc être communiquées de manière ex-ante et que le terme « vérifiable » est juridiquement trop contraignant quand à la nature des preuves à apporter. La fin du texte *“In the latter case Belgacom will inform the Beneficiary*

ex ante and in a verifiable way.” est à remplacer par “*In the later case Belgacom will inform the Beneficiary of the reasons of this impossibility.*”

- 5) Commentaire 37 : La shared pair étant limitée à l'usage des fréquences hautes sur lignes avec services PSTN ou ISDN Belgacom, la première phrase de l'article 58 est à modifier comme suit : « *The Shared Pair Service requires that the User has a subscription for a single line PSTN or ISDN BA Belgacom service* »
- 6) Commentaire 39 : Le point 3 de ce commentaire est incompatible avec l'acceptation du principe Raw Copper+, avec la section 9.2 de la décision qui détermine le prix de location du splitter et avec l'acceptation d'un fee de conversion de Raw Copper + vers Raw copper qui est fait la suppression du dit splitter.
- 7) Commentaire 87 : Le commentaire 87 vise à inclure dans l'offre la footnote de la communication du 28 octobre 2004 de l'IBPT, cette footnote décrit un mécanisme pour réduire les interférence entre VDSL et ADSL, la section 4.3 décrit également un mécanisme qui a le même objectif mais qui est incompatible avec le premier, ce second mécanisme étant plus efficace et accepté par toutes les parties, le premier n'a plus de raison d'être ; le commentaire 87 est donc à supprimer
- 8) Section 4.3 : Suite aux commentaires de Belgacom en réponse à la consultation, il avait été décidé de supprimer la référence au LDC car cela imposait une contrainte au déploiement ADSL. Toutefois le terme a subsisté par erreur au 3^{ème} paragraphe de la section 4.3, en conséquence dans la première phrase du texte à insérer dans l'offre, il faut remplacer la parenthèse « *(not in the loop from a LEX or a LDC)* » par « *(not in the loop from a LEX)* »
- 9) Section 4.3 : Une faute de typographie s'est introduite dans la phrase “*Installed VDSL which shouldn't be allowed in this framework, but which were installed before the date of 15.11.2006 are allowed to stay in service*”, 2006 est à remplacer par 2005, la nouvelle obligation est applicable à la date de la décision.
- 10) Section 4.3 : Au 4^{ème} paragraphe de la section 4.3, dans la phrase “*Attention of the Beneficiary is drawn to the future deployment by Belgacom of the technology ADSL2+*”, il faut lire VDSL2 au lieu de ADSL2+, cette section ayant pour objet l'exploitation VDSL et VDSL2.

Clarifications

- 11) Commentaire 9: Belgacom craint que la nouvelle rédaction des articles 12 et 22 des Conditions Générales ne prête à confusion avec la co-location offerte par elle-même. La rédaction de ces articles est donc à améliorer comme suit (le nouveau texte est souligné) : “*Beneficiary shall have access to purchase Raw Copper / Shared pair Services on base of User's request for telecommunications service or any right of user based on property right, rental / lease contract or contract for co-location at third party premises (contract between a third party and a Beneficiary, not to be confused with the Colocation Services as defined in the present reference offer). As a consequence , the cancellation of such service or contract shall imply that Beneficiary will ask for the deactivation of the relevant Service.*”
- 12) Commentaire 17bis: Suite à la consultation du marché, il était apparu que l'Art 80 des Conditions Générales n'était pas acceptable car la demande d'un Bénéficiaire 2 n'implique pas la suppression du service d'un Bénéficiaire 1. Belgacom a signalé que cela ne concernait que les migrations, l'Institut marque son accord sur la fait que le texte s'applique bien à ces cas et accepte son rétablissement à condition de modifier le texte comme suit (nouveau texte

souligné) : « *based on the valid migration request of another Beneficiary 2 (see Annex K Migrations).* »

- 13) Commentaire 20, point a : Le terme « similar » utilisé dans la décision signifie bien que ce non-disclosure agreement doit reprendre au minimum les mêmes engagements que ceux conclus entre le Bénéficiaire et Belgacom. Pour que ceci soit bien clair, il sera rajouté à l'article 97 : « *that contains at least the same provisions as the NDA the beneficiary concluded with Belgacom.* »
- 14) Section 4.3 : Belgacom craint que la rédaction du 4ème paragraphe de la section 4.3 peut porter à mauvaise interprétation : elle pourrait être lue comme obligeant à assurer la synchronisation au débit nominal des technologies ADSL alors qu'il s'agit d'assurer la synchronisation éventuellement à un débit inférieur, tandis que la suite de la phrase sur les performances peut être ambiguë alors qu'il s'agit d'une autre rédaction d'engagement de minimiser les interférences déjà reprise dans la phrase précédente. Il est donc à modifier comme suit (le nouveau texte est souligné) : « *Attention of the Beneficiary is drawn to the future deployment by Belgacom of the technology VDSL2 that bring about potential interference for other ADSL(2plus)-technologies. However Belgacom will act with due diligence (as a "bonus pater familias") to minimize these ones to ensure a synchronization by means of spectrum shaping.* »

Déploiement ESDSL

- 15) Ce point a été présenté à la consultation du 16/12/2005. Deux répondants ont estimé la proposition acceptable et les autres n'ont fait aucun commentaire

Il a été présenté au Spectrum management Task group 3 propositions de courbes de déploiement de l'ESDSL :

- a. La proposition Actelis soutenue par les Bénéficiaires
- b. La proposition Alcatel
- c. La proposition Belgacom

Les 3 propositions se rejoignent sur des points importants : au-dessus de 2312 Kbps, usage du seul codage 32 PAM et les points extrémité de la courbe à 2500m pour le débit de 2312 Kbps et 1300m pour celui de 5696 Kbps.

Elles divergent sur les points intermédiaires où elles autorisent des distances en termes décroissants selon l'ordre ci-dessus.

La présentation Alcatel comporte une analyse plus complète avec 4 calculs différents pour déterminer une valeur acceptable par rapport aux risques d'interférences avec les autres technologies DSL ; de plus Alcatel est un expert neutre fournisseur aussi bien de Belgacom que des Bénéficiaires.

Etant donné que la décision du mois d'août ne concerne qu'un déploiement limité de l'ESDSL, qu'il est nécessaire de trouver une solution permettant de lever une telle incertitude, que Belgacom a considéré en réunion bilatérale que la proposition d'Alcatel n'était pas fondamentalement différente de la sienne et que la réduction de portée de l'ESDSL n'est réduite que de 5%, l'Institut décide de remplacer deux points intermédiaires de sa décision du 29 août par les valeurs suivantes : 2000m au lieu de 2100m pour le symbol rate 1002, débit 4000 Kbps en 32 PAM et 1700m pour le symbol rate de 1162, débit 4640 Kbps en 32 PAM au lieu de 1700m pour le symbol rate de 1282 et de supprimer en corollaire le caractère limité de ce déploiement (et donc la limitation du nombre de lignes par Bénéficiaire).

Belgacom demande que la courbe soit exprimée en fonction des débits au lieu des symbol rates car ses services techniques travaillent toujours sur base de ce paramètre, cette demande est acceptée.

Liabilities

Belgacom meent dat de punten 13bis, 15 en 16 van de BRUO-beslissing Belgacom disproportioneel bloot stellen aan schadeclaims.

Concreet stelt Belgacom de volgende formuleringen voor:

Art. 51 Beneficiary shall cause the terms and conditions governing Beneficiary's contractual relationships with Users to be compliant with the rules and principles set out in this contract and the appendices. Notwithstanding the above, nothing in the present Reference Offer can be construed as creating or evidencing a contractual relationship of any kind between Belgacom and Beneficiary's Users.

Art. 52 Beneficiary shall bear all the consequences of the breach of the above obligation.

Art. 60 In the event of a complaint by a Beneficiary's User, the liability of Belgacom may only be questioned by the Beneficiary if Belgacom, or a person Belgacom is responsible for, is at fault.

Afgezien van de gegrondheid van de voorstellen van Belgacom dient opgemerkt te worden dat Belgacom in punt 13bis van de BRUO-beslissing opgedragen wordt om in artikel 51 toe te voegen dat er geen recht wordt gecreëerd voor Belgacom om de contracten van een Begunstigde met zijn gebruikers in te kijken. Hoewel een dergelijke clause niet opgenomen is in het voorstel van Belgacom, spreekt het voor zich dat zij wel degelijk opgenomen zal moeten worden in de definitieve versie van BRUO 2006.

Drie alternatieve operatoren hebben hierop expliciet gereageerd.

Een vindt de voorstellen voor de artikelen 51, 52 en 60 onredelijk en derhalve onaanvaardbaar; een meent dat een vermeende overtreding van “ *the rules and principles set out in this contract*” voorgelegd moet worden aan het BIPT alvorens de aansprakelijkheid geregeld kan worden; een derde operator meent dat in artikel 52 naar artikel 60 verwezen moet worden en dat in artikel 60 “gross negligence” als aansprakelijkheidsgrond toegevoegd moet worden.

Het Instituut meent dat in deze de volgende aspecten in overweging genomen moeten worden : het is een recht van Belgacom om naar behoren haar aansprakelijkheid te beperken en zich in te dekken tegen schadeclaims van (eind)gebruikers waarmee Belgacom in dit kader geen contractuele band heeft . Er moet tegelijk echter vermeden worden dat de aansprakelijkheidsregeling dermate eenzijdig en nadelig wordt opgesteld dat zij een belemmering zou vormen voor alternatieve operatoren om een beroep te doen op de toegangsmogelijkheden die BRUO moet bieden.

Rekening houdend met voorgaande komt het Instituut tot de volgende beslissing :

1° wat betreft artikel 51 :

Vooreerst is het noodzakelijk dat Belgacom uitvoert wat in artikel 13bis van de BRUO-beslissing werd bepaald, namelijk dat aan artikel 51 een clause wordt toegevoegd waarin expliciet wordt gesteld dat artikel 51 toe te voegen dat er geen recht wordt gecreëerd voor Belgacom om de contracten van een Begunstigde met zijn gebruikers in te kijken.

Verder is het Instituut van mening dat artikel 51 niet onredelijk is : de Begunstigde dient er inderdaad zorg voor te dragen dat de contracten die hij afsluit met zijn gebruikers en eindgebruikers niet indruisen tegen de principes van BRUO.

2° wat betreft artikel 52 :

Het Instituut is van oordeel dat dit artikel in voorkomend geval bijzonder onredelijke gevolgen kan hebben : een Begunstigde die artikel 51 niet naleeft "shall bear all the consequences". Dit gaat volgens het Instituut te ver : het is immers denkbaar dat een Begunstigde artikel 51 niet kan naleven doordat Belgacom zelf haar verplichtingen terzake niet nakomt, bijvoorbeeld wanneer Belgacom zich niet aan bepaalde leveringstermijnen houdt (door eigen tekortkomingen of door tekortkomingen vanwege een derde) en een Begunstigde a.g.v. die tekortkoming van Belgacom een klant verliest. Een dergelijk scenario, dat allerminst denkbeeldig is, moet weerspiegeld worden in de aansprakelijkheidsregeling. Daarom gaat het Instituut akkoord met het voorstel van een van de alternatieve operatoren die op de consultatie hebben geantwoord om een verwijzing naar artikel 60 op te nemen in artikel 52, namelijk : "Without prejudice to what is set out under Article 60, Beneficiary shall bear all (etc.)"

3° wat betreft artikel 60 :

Het Instituut is het ermee eens dat er geen reden is om grove nalatigheid uit te sluiten als aansprakelijkheidsgrond. Daarom moet aan artikel 60 worden toegevoegd : "(...) or gross negligence."

Termijn

De hierboven vernoemde aanpassingen van BRUO 2006 dienen door Belgacom opgenomen te worden in BRUO 2006 zoals dit door Belgacom voor 1 januari 2006 gepubliceerd moet worden.

Voies de recours

Conformément à la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, vous disposez de la possibilité d'interjeter appel à l'encontre de cette décision, devant la Cour d'appel de Bruxelles, 1, Place Poelaert, B-1000 Bruxelles, endéans les soixante jours après sa notification. L'appel peut être formé : 1° par acte d'huissier de justice signifié à partie ; 2° par requête déposée au greffe de la juridiction d'appel en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause ; 3° par lettre recommandée à la poste envoyée au greffe ; 4° par conclusions à l'égard de toute partie présente ou représentée à la cause. Hormis les cas où il est formé par conclusions, l'acte d'appel contient, à peine de nullité les mentions de l'article 1057 du code judiciaire.

M. Van Bellinghen
Membre du Conseil

G. Deneff
Membre du Conseil

C. Rutten
Membre du Conseil

E. Van Heesvelde
Président du Conseil